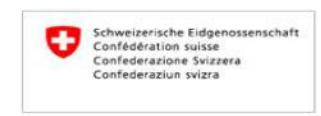




# Sécuriser le foncier agro-pastoral et prévenir les conflits agro-pastoraux en Afrique du Centre et de l'Ouest

## COLLOQUE RÉGIONAL

N'Djaména, 23-25 novembre 2021



## **J2 – Session 1 : Quelles démarches et processus développer pour élaborer efficacement des politiques et instruments fonciers adaptés, reconnus et effectivement mis en œuvre par les acteurs dans les territoires ?**

**Les politiques de sécurisation du foncier agro-pastoral sont-elles à la hauteur des enjeux liés à la recomposition des espaces ruraux sahéliens et ouest-africains ?**

**Oussouby Touré**

Expert en pastoralisme



Organisation des Nations Unies  
pour l'alimentation  
et l'agriculture

# Le concept de foncier agro-pastoral recouvre des réalités complexes

- ❑ Dans le contexte du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, le concept de foncier agro-pastoral suppose l'accès à une gamme diversifiée de ressources
- ❑ C'est la diversité des droits exercés sur les différentes ressources qui conditionne l'efficacité agro-pastorale et pastorale dans le cadre de systèmes d'exploitation dont tout le monde admet qu'ils sont en équilibre instable
- ❑ Ces éléments font ressortir d'entrée de jeu l'enjeu crucial pour les décideurs politiques qui consiste à clarifier le statut du foncier agro-pastoral et des ressources dont il est le support



# Les enjeux multidimensionnels de la réforme du foncier agro-pastoral, une question non explicitement débattue

- ❑ Toute réforme foncière renvoie à différents types d'enjeux qui sont rarement explicités, mais que l'on peut identifier en lisant « *entre les lignes* »
- ❑ Il est indispensable de développer une réflexion concertée sur les finalités et les enjeux qui motivent le processus de réforme, afin de déterminer clairement les enjeux qui sont les plus partagés par la majorité des acteurs
- ❑ Dans plusieurs pays, c'est l'approche institutionnelle qui a largement prédominé dans les processus de réforme.



# L'élaboration d'un cadre politique et réglementaire en réponse aux mutations en cours

- ❑ Processus de recomposition des espaces ruraux ayant pour conséquence une modification des conditions d'accès aux ressources
- ❑ Bouleversement des équilibres anciens entre activités agricoles et pastorales par de nouvelles concurrences pour l'accès aux ressources naturelles
- ❑ Ces bouleversements résultent de plusieurs facteurs



# Une volonté politique de légiférer pour relever des défis multiples

- ❑ Au regard de l'accentuation de l'interdépendance entre pays sahéliens et pays côtiers, mais aussi des poussées de tensions, la transhumance transfrontalière est devenue un enjeu important.
- ❑ L'affirmation de la volonté politique visant à mieux gérer la transhumance entre les Etats dans l'espace communautaire s'est traduite par l'adoption du cadre réglementaire communautaire de 1998
- ❑ L'impulsion d'une dynamique de concertation entre certains pays limitrophes pour prendre en charge les flux de transhumance transfrontalière a conduit à la création de cadres de coopération bilatérale
- ❑ La production des actes législatifs et réglementaires nationaux a été caractérisée par une alternance de périodes d'accalmie et d'accélération souvent en fonction des tensions.
- ❑ Le changement de la perception de la transhumance lié à la question sécuritaire a conduit certains pays côtiers à adopter un encadrement réglementaire plus strict de la mobilité transfrontalière du bétail

# Des modèles réglementaires antagonistes : promotion des systèmes de mobilité vs taxation

Du point de vue du contenu et de l'application des textes nationaux régissant la mobilité du bétail, les pays ouest-africains peuvent être répartis en deux grands groupes :

- Un premier groupe de pays dispose d'une législation pastorale centrée sur la promotion des systèmes de mobilité des animaux
- Dans un second groupe de pays, il existe une taxation formelle ou informelle pour l'accès aux ressources pastorales



# Le défis de l'application des textes régissant la mobilité du bétail

- La réglementation liée à la mobilité du bétail peine à s'appliquer sur le terrain.
- Les efforts de consolidation des infrastructures et équipements nécessaires à la viabilité des couloirs de transhumance ne sont généralement pas pris en charge par les Etats.
- Le dispositif de suivi des flux du bétail reste encore embryonnaire
- Les réglementations instaurant une taxe soulèvent beaucoup d'interrogations





# L'enjeu de l'amélioration de l'appropriation de la réglementation

- ❑ L'application et l'utilité de la réglementation dépendent de son appropriation par l'ensemble des acteurs.
- ❑ Au-delà de la méconnaissance des dispositifs réglementaires, les réglementations sont parfois mal acceptées.
- ❑ La taxation entraîne des stratégies de contournement et d'évasion.
- ❑ L'expérience de l'entente bilatérale entre le Niger et le Bénin a révélé la difficulté de l'articulation entre la réglementation générale à l'échelle de la CEDEAO et les accords ponctuels entre pays limitrophes.



# Par-delà la réglementation, il convient de prêter attention à d'autres leviers d'action des politiques publiques

- ❑ Des avancées importantes ont été enregistrées en matière de législation et de réglementation, même si les défis de l'application de ces textes revêtent encore une grande acuité.
- ❑ Les lois et règlements ne permettront pas, à eux seuls, de résoudre tous les défis de la sécurisation du foncier agro-pastoral
- ❑ Il convient de prêter attention à d'autres leviers d'action des politiques publiques





**MERCI**

COLLOQUE RÉGIONAL

*N'Djaména, 23-25 novembre 2021*

